



## Articles

- 1 **Éditorial** : Les vicissitudes de la politique,  
par *Benoît Van Keirsbilck*
- 3 **Courrier échangé avec Maître Xavier Rolin**
- 6 Les innovations de la loi du 10 août 2005 modifiant  
diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la  
traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques  
des marchands de sommeil <sup>(1)</sup>,  
par *Claire Huberts*
- 22 Réforme de la loi sur la protection de la jeunesse :  
état de la situation,  
par *Benoît Van Keirsbilck*

Cass (2<sup>ème</sup> ch.) - 16 novembre 2004

Droits humains – Droit et respect de la vie privée – Preuve  
obtenue en violation de droits fondamentaux garantis par la  
Constitution ou la C.E.D.H. – Cour d'arbitrage – Question  
préjudicielle – Hiérarchie des normes – Traité – Constitution.

38

## Documents

- 32 Extraits de l'Accord de coopération entre l'État, la  
Communauté flamande, la Région flamande, la Commu-  
nauté française, la Région wallonne, la Communauté  
germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la  
Commission communautaire commune et la Commission  
communautaire française portant création d'une Commis-  
sion nationale pour les droits de l'enfant.

## Jurisprudence

**Trib. Trav. Bruxelles - 12 octobre 2005**

Aide sociale - Famille avec enfants en séjour illégal - Nou-  
velle demande de régularisation (article 9 alinéa 3) en exa-  
men - Pas de droit à l'aide sociale financière - Demande d'aide  
pour la famille - Art. 57 § 2 loi 8/7/1976 - A.R. 24/6/2004 -  
Circulaire FEDASIL 17/11/2004 - Proposition d'accueil des  
enfants dans un centre d'accueil fédéral - Portée de l'arrêt de  
la CA 19/7/2005 - Pas de garanties suffisantes du respect de  
la vie familiale - Contradiction avec art. 8 CEDH (effet di-  
rect) et art. 22 Constitution - Écartement de l'article 57 ali-  
néa 1, § 2, 2° et alinéa 2 - Octroi de l'aide aux enfants

34

**Civ. Bruxelles (réf.) - 7 décembre 2004**

Droit des étrangers – Demande de délivrance de documents  
de séjour - Référé - Droit subjectif à l'éducation - Article 3 lu  
en combinaison avec l'article 28 de la CIDE - Effet direct -  
Intérêt supérieur des enfants - Préjudice grave en cas de re-  
tour au pays - Octroi d'un CIRE provisoire jusqu'à la fin de  
la scolarité

37

**Pol. Bruges (10<sup>ème</sup> ch.) - 11 avril 2005**

Responsabilité aquilienne – Dommage et indemnisation –  
Expertise médicale – Qualification – Convention conclue par  
les parents au sujet du dommage subi par leur enfant mineur  
– Autorisation du juge non requise – Valeur – Avis – Liberté  
du juge – Faculté d'ordonner une expertise judiciaire

38

## Fiche - JDJ

- 39 L'autorité parentale.

# Tables annuelles

Pages 26 à 31

